

LES CRISES HUMAINES AU XX ÈME SIÈCLE

26 ET 27 MARS 2007, LYCÉE CH. DE GAULLE

COMPTE - RENDU DE MICHAËL LAURENT

INTERVENTIONS :

Joël KOTEK, Les génocides au XX^{ème} siècle

Joël KOTEK, Les trois antisémitismes en images

George BENSOUSSAN, De l'antijudaïsme à l'antisémitisme

Édouard HUSSON, Vers la Solution finale

Philippe BOUKHARA, Les Juifs en Europe à la veille de la Shoah

Philippe BOUKHARA, La résistance juive en Europe et en France

I LES GENOCIDES AU XX^{LEME} SIECLE

Intervention de Joël Kotek

Génocide : une notion difficile car très politique :

J. Kotek recense 4 génocides au XX^{ème} siècle :

- Génocide des Hereros en 1904 : génocide d'une ethnie de Namibie (alors colonie allemande), 70000 Hereros seront exterminés en un an, sur un total de 80000. Il y a eu une vraie préméditation avec la mise en place d'un plan d'extermination. Ce génocide a été reconnu par l'Allemagne en 2004.
- Génocide arménien par l'Empire ottoman en 1915 : 1,5 millions d'Arméniens sur environ 2 millions disparaissent. Aujourd'hui 60000 Arméniens vivent toujours en Turquie.
- Génocide juif par les nazis dès 1941 (*Pour les Tsiganes, J. Kotek parle de persécution, pas de génocide voir ci-dessous*).
- Génocide des Tutsis par les Hutus en 1994 (*on ne parle pas de génocide « rwandais » puisque seuls les Tutsis étaient visés*): 1 million de personnes sur 1,3 million sont exterminées en 3 mois ; dans les premiers temps, 20000 tués par jour.

Qui dit génocide dit préméditation, complot (*par opposition aux crimes de masse des siècles précédents*).

On ne tue pas pour l'exemple mais pour exterminer (*contrairement à d'autres « crimes »*).

Le génocide est le plus grave des crimes contre l'humanité.

Aujourd'hui, le mot « génocide » est banalisé à tort (*on a pu parler de « génocide des Français en Algérie », de « génocide chilien » sous Pinochet, de « génocide vendéen », de « génocide trotskiste », etc.*) malgré la définition de 1948.

En 1948, la Convention internationale pour la prévention et la répression de crime de génocide donne une définition précise (*à Nuremberg, on ne parle pas de génocide mais de crime contre l'humanité*). Ainsi, pendant le génocide des Tutsis, la collectivité internationale n'a jamais utilisé ce terme car sinon elle aurait été obligée d'intervenir (*on parle alors d'actes de génocide*). Il y eut des consignes pour ne pas l'utiliser.

Qu'est-ce qu'un génocide ?

Notion forgée par RAPHAËL LEMKIN, professeur de droit international à Yale, juif d'origine polonaise. Il s'interroge sur « *un crime qui n'a pas de nom* » (W. Churchill).

Génocide :

- Destruction d'une nation ou d'un groupe ethnique (le groupe est défini par les génocidaires).
- Existence d'un plan coordonné qui a pour but l'extermination. => notion de systématisation.

- La définition juridique est élaborée par L'ONU dans la Convention du 9 décembre 1948, modifiée en 1985, pour la prévention et la répression du crime génocidaire (ART III) Ainsi le terme génocide désigne :

« - Les actes commis dans l'intention de détruire, tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel.

- Les membres de ce groupe sont tués ou persécutés pour leur appartenance à ce groupe, quelques soient les moyens mis en œuvre pour atteindre ce but.

- Le génocide est un crime collectif intentionnel, planifié, commis par les détenteurs du pouvoir de l'État, en leur nom ou avec leur consentement exprès ou tacite. »

C'est l'intention, (difficile à définir au niveau du droit international), la décision, le passage à l'acte qui comptent, quelle que soit l'ampleur du massacre.

Cette définition est sujette à interprétation

- J.Kotek propose une définition, pour lui un génocide comporte **6 éléments** :
- Un **OBJET** : un groupe ciblé (ethnique, racial ou religieux), « un peuple de trop sur la Terre », dont l'élimination est recherchée
- Une **IDÉOLOGIE** : généralement un racisme qui peut aussi être teinté d'ethno nationalisme préparer en amont la population pour qu'elle « accepte » voire qu'elle « participe » ; rôle important de la propagande (cf. « radio machette » au Rwanda).
- Une **INTENTION** : volonté de détruire,
- d'éliminer **EN TOTALITÉ le peuple objet du génocide** : le but n'est pas de faire fuir mais véritablement de détruire. (*En 1959, au Rwanda, des pogroms contre les Tutsis ont lieu : les Hutus laissent s'enfuir les femmes et les enfants, qui formeront le Front Patriotique Rwandais. En 1994 tout est différent : « ils ne commettent pas la même erreur »*). De même en Serbie, on ne parle pas de génocide mais plutôt **d'épuration ethnique**.
- Dans cette lecture (élimination totale d'un groupe humain) le **sort des populations tziganes** ou des populations slaves, en dépit des brutalités dont elles ont été l'objet, ne peut être assimilé à celui des juifs. Les nazis, eux, ont tué les enfants avant les hommes.
- Une **DÉCISION** : préméditée du passage à l'acte.
- Un **CRIME D'ÉTAT** : c'est l'État qui est engagé dans le crime avec toute sa bureaucratie.

Les autres notions :

- Crime de guerre
- Crime contre l'humanité
- Épuration ethnique / nettoyage ethnique
- Ethnocide: destruction d'une culture, des traces d'un peuple (exemple le Tibet)
- Politicide (*cas des crimes staliniens ou ceux du Cambodge => pas de génocide*) les historiens sont encore en désaccord sur l'emploi de ce terme, dont J.COURTOIS.

I. LES TROIS ANTISEMITISMES « EN IMAGES »

Intervention de Joël Kotek

À partir de la réflexion menée avec un collectionneur, Gérard Sylvain, disposant de 7000 cartes postales antisémites qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage (voir bibliographie).

La carte postale, média populaire, est un vecteur de large diffusion qui a un véritable rôle politique. «Elle suppose l'achat, l'écriture, l'envoi et la conservation. Elle met en rapport l'éditeur, celui qui la vend, l'acheteur et le destinataire. Elle nous renseigne sur les modalités d'expression d'un antisémitisme privé.

En achetant la carte, en l'écrivant puis en l'adressant à un destinataire précis l'auteur, consommateur d'images devient un diffuseur. Dans quelle mesure les échanges ont-ils contribué à l'unification des codes, du vocabulaire et de la grammaire iconographique antisémite?»

Gérard Sylvain, Joël Kotek, *La carte postale antisémite de l'affaire Dreyfus à la Shoah*, Berg International Éditions, Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2005

J. Kotek précise qu'il utilise délibérément le substantif «**antisémitisme**» malgré sa relative inadéquation. Le mot est un néologisme récent datant de 1879 forgé par un journaliste (Wilhem Marr). Le

«sémitisme» n'existe que dans l'imagination des penseurs racistes : il existe des langues sémitiques mais pas de peuples sémites. J. Kotek utilise ce vocable consacré par l'usage populaire et la littérature scientifique car il offre l'avantage de mettre en avant le caractère fantasmagorique de l'hostilité aux juifs. *Cette dimension irrationnelle remonte au Moyen-âge: c'est vers l'an Mille que le Juif devient l'explication sinon le principe du Mal. Ce qui distingue l'aversion envers les juifs de toutes les autres formes de rejet de l'autre, c'est à la fois la durée, l'intensité, la persistance, et plus encore la facilité avec laquelle sa formulation s'adapte. Du I siècle comme en témoigne les Évangiles, au nom de la Religion – des Pères de l'Église jusqu'à Luther – que la Raison – Voltaire – au nom des plus faibles contre les riches – Proudhon – puis au nom de la défense du Bolchevisme – Staline enfin celle de la «race aryenne»- Hitler – que s'est toujours justifiée, et se justifie encore l'hostilité aux Juifs. L'antisémitisme est un fait social aux multiples expressions qui réinvente constamment les raisons de sa haine. Cependant dans l'Afrique du Nord préchrétienne, dans l'Inde et la Chine traditionnelles, les Juifs, contrairement à d'autres minorités, n'ont souffert d'aucune discrimination particulière. Op.cité.*

On distingue 3 antisémitismes

- Un antisémitisme religieux ou antijudaïsme: il s'inscrit dans le cadre temporel et spatial de part et d'autre de la Méditerranée, du Christianisme puis de l'Islam, deux religions issues du judaïsme et qu'elles prétendent remplacer sans l'interdire pour autant. Il y a une différence entre:
 - l'antijudaïsme (*il est théologique: on reproche aux juifs leurs croyances. Il est «rationnel»: le peuple juif est déicide*)
 - et l'antisémitisme: *il a un côté fantasmagorique: mythe des juifs tuant des enfants chrétiens (ils réitéreraient pour leur Pâque l'assassinat du Christ en sacrifiant un enfant chrétien, et récupèreraient le sang indispensable à la fabrication du pain azyme ou empoisonnant les puits au Moyen Age) .*
- Un antisémitisme national : au XIXe siècle, les juifs aspirent à l'égalité civique et à la reconnaissance sociale. Or ils se heurtent à la réaction qui les dénonce comme un « corps étranger à la Nation» et l'Église qui les considère comme responsables de la perte de ses privilèges puisque la Révolution les a émancipés.
- Un antisémitisme racial : En Allemagne le nationalisme est de type ethnique (völkisch) et non civique comme en France. De Fichte à Dühring et Houston Chamberlain, ces fanatiques de la pensée raciale inspireront l'antisémitisme nazi : les juifs forment « une race» dont il faut se « débarrasser » pour permettre l'émergence d'un monde nouveau.

II. DE L'ANTI-JUDAÏSME A L'ANTISEMITISME

Intervention de George Bensoussan

Aux origines : l'Église est fragile face au judaïsme; il faut donc le décrédibiliser. En effet, l'Église, née du judaïsme, ne peut exister que si ce dernier est une foi caduque, d'où la nécessité de rabaisser la foi juive.

La première accusation est celle de **déicide** (les Juifs ont tué Jésus). Au IVe siècle apparaît la thèse du Juif comme fils du diable; puis le Juif est perçu comme le diable.

Les difficultés sont renforcées quand le christianisme devient la religion d'État de l'Empire romain.

Tout au long du premier millénaire, il n'y a pas d'interdictions, d'ostracisme, de «massacres» contre les Juifs. Les persécutions débiteront avec les croisades.

En 438, le code Théodosien contient des décrets de ségrégation, mais qui n'auront pas de prise dans la réalité: il y a coexistence entre chrétiens et Juifs.

Raisons:

- Les Juifs doivent prouver l'identité de Jésus
- L'humiliation des Juifs est perçue comme symbolique du choix de Dieu
- Leur conversion prouvera la victoire chrétienne

Avec la première croisade, début de réelles violences (dans la vallée du Rhin notamment). Période d'accusations graves envers les Juifs (puits, peste).

Les Juifs sont alors victimes d'humiliations, d'expulsions.

Le discours théologique se focalise sur le Talmud (écrit après la venue du Christ) brûlé dès 1249.

En 1449, en Espagne, sont instaurés les statuts de pureté de sang (*Limpieza de sangre*). Selon G. Bensoussan, ils annoncent déjà les lois de Nuremberg de 1935.

L'antijudaïsme moderne (XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècles) prend 3 visages :

- Judéo phobie anticapitaliste
- Judéo phobie nationaliste (dans le cadre de l'Europe des nations)
- Judéo phobie raciale (dans le cadre du darwinisme vulgaire)

Une période de développement économique et d'essor des échanges, éléments déstabilisateurs, donnent lieu à une anxiété globale dans la société.

Les éléments de modernité se focalisent sur la figure du Juif : l'antijudaïsme existe aussi bien à gauche (*figure du capitaliste*) qu'à droite (*figure du communiste*)

Dès 1895 «La question juive c'est la question sociale».

Fin XIX^{ème}-début XX^{ème} :

- Développement d'une judéo phobie raciale dans le contexte du scientisme et du darwinisme: instauration de seuils d'humanité.

- Développement du mythe de l'aryen (les grands peuples d'Occident sont des descendants des peuples indo-européens et n'ont rien à voir avec « les peuples sémites»).

Quelle est l'utilité du mythe aryen?: celle de vouloir éliminer les racines juives du christianisme.

- Un phénomène qui s'exacerbe en période de véritable émancipation des Juifs (dans la France de la III^{ème} République notamment).

Ce qui est important c'est ce qu'on imagine des Juifs : ils deviennent une figure fantasmagorique.

Léon Poliakov, dans *La causalité diabolique*, montre que le Juif est la figure centrale du complot.

Le thème du bouc émissaire n'est pas suffisant pour tout expliquer. S'y ajoute le fait que «le Juif est ce qu'on expulse de soi». Luger, maire de Vienne au XIX^e siècle: «Qui est Juif ! C'est moi qui en décide.» *Ce qui est reproché au Juif, c'est ce que l'on imagine; on peut très bien être antisémite et être ami avec des Juifs (qui ne représentent pas ce que l'on prête aux autres Juifs).*

Selon G. Bensoussan, il n'y a pas de coupure absolue entre les 3 périodes donc les 3 antisémitismes.

La vision classique estime que :

- Dans le cadre de l'antisémitisme religieux, on peut se convertir
- Dans le cadre de l'antisémitisme national, on peut partir
- Dans le cadre de l'antisémitisme racial, on n'a pas le choix (théorie du sang impur)

Selon lui, dès le XV^e siècle, en Espagne existe un antisémitisme racial.

- En 1391, des massacres et des conversions forcées (les convertis prennent le nom de *conversos*). donc se distingue des autres catholiques ; on se méfie alors des *conversos*.
- En 1449, les statuts de *Limpieza de sangre* renforcent cette suspicion qui porte sur les *conversos* (appelés aussi *nuevos christianos*): ils portent en eux des éléments communs avec ce que seront les lois de Nuremberg puisque qu'ils se fondent sur le nombre d'aïeux juifs et impliquent le rejet de certains postes : les fonctions élevées nécessitent la preuve de la non descendance d'un Juif. Les descendants des *conversos* sont «bloqués». On apprend aussi à reconnaître les marranes (terme qui désigne les juifs convertis mais dont on jugeait que la conversion était feinte): un vrai système policier se met en place.
On peut donc parler d'antisémitisme racial.

À partir du XIX^{ème} siècle, il y a un véritable rejet racial du Juif au nom de la biologie. Vers 1880, l'antisémitisme se développe dans des groupes, des partis, autour de journaux (Edouard Drumont *La libre parole*, *La France juive*), de congrès internationaux.

Cet antisémitisme s'appuie notamment sur la diffusion des *Protocoles des sages de Sion*, publié en Russie en 1905, et principalement diffusé dès 1917, publié en mai 1920 par le Times qui en 1921 apporte la preuve qu'il s'agit d'un faux, mais cela ne change rien à l'audience des protocoles

L'antisémitisme est alors intellectuel, mais devient aussi physique (en Europe de l'Est surtout).

Avec l'émancipation des Juifs, l'antijudaïsme prend d'autres formes : le juif n'est plus visible, ainsi l'invisible fait peur, (Drumont parle de « juif vague », d'où la nécessité de « marquage »). Il ne disparaît pas : c'est du Juif inconnu, un juif imaginé dont on a peur. Au début du XXe siècle, l'antisémitisme est très banal et constitue souvent une toile de fond culturelle parmi les écrivains.

« 9 THÈMES À DÉBATTRE » (9 idées défendues et proposées par G. Bensoussan)

1. L'État de droit ne protège pas les hommes dans leur seule qualité d'être humain (contrairement aux idées des Lumières). L'État de droit ne protège qu'un « national ». Avec l'émancipation, les Juifs accèdent à la citoyenneté mais des lois vont s'y opposer (Statut des juifs en France).
2. L'émancipation « casse » la communauté juive (« on n'est juif que dans la sphère privée »). Ainsi, les agressions antisémites s'attaquent à une communauté qui n'« existe plus » ; d'où la faiblesse de la réaction juive à l'antisémitisme.
3. La haine antijuive est traumatisante et la vision du monde se fait à travers elle : elle enferme les Juifs dans une prison intérieure ; la judaïté se définit alors à travers le prisme de l'antisémitisme : quoiqu'il fasse le juif est toujours détesté pour ce qu'il est, cette position de victime « met en sommeil sa capacité autocritique ». Le juif est tétanisé par la déraison antisémite.
4. L'antisémitisme bouleverse les repères, à droite comme de gauche.
5. L'antijudaïsme interroge et met en échec toutes les sciences humaines qui tentent de cerner le phénomène.
6. Il y a un discours de déni face aux violences antisémites, qui sont connues et publiées mais sans l'origine des agresseurs seulement des « jeunes » ; ces actes sont perçus comme des actes de « voyous » et non comme des actes antisémites.(2001,2002)
7. Depuis une quinzaine d'années, l'identité juive, chez certains, se limite à la Shoah (cf. programmes scolaires) un certain « culte » autour de la Shoah, exaltation des victimes (Juif vu comme un individu et non comme un peuple). Les programmes scolaires n'envisagent pas « la culture juive » et donnent peu la perception de ce qu'est « être juif ». G. Bensoussan parle de « religion civile de la Shoah en Europe » qui s'accompagne de la réprobation du sionisme.
8. L'antijudaïsme n'est pas un accident dans l'histoire de l'Europe, mais fait partie de la culture occidentale.
9. Un point commun entre Islam et Christianisme en ce qui concerne l'antijudaïsme : c'est la question de l'origine de la faille identitaire « l'origine de la haine, c'est la haine de l'origine ». Le Juif figure moins l'altérité, plus la ressemblance et c'est ce qui angosse.

Le dialogue qui s'engage aboutit aux réflexions ou questions suivantes:

- Q : La critique de la politique israélienne n'est-ce pas de l'antisémitisme ?
- R : Antisémitisme oui, s'il y a refus du droit d'avoir un état
- Q : Quel droit donne le fait d'avoir été victime ?
- R : Il n'y a pas plus de bourreaux que de victimes héréditaires. Ne pas se comporter comme « fil de déportés » et c'est le même esprit pour « *les indigènes de la République* ».
- Une question à se poser avec les élèves : « qu'est ce que c'est d'être juif ? » la culture juive est peu voire pas abordée dans les programmes. Il faudrait donner un contenu positif au fait juif : un peuple, une religion, une nation qui gravite autour d'une langue, l'hébreu, langue vernaculaire de la Bible, du Talmud.

Le problème vient de ce **qu'on étudie le REJET avant d'étudier LE FAIT REJETÉ**, ce qui induit une tendance à servir l'antisémitisme.

Il est intéressant de montrer le monde détruit, la civilisation détruite.

Dans un colloque consacré aux « Enseignements sensibles » Marie-Claire RUIZ, propose de visiter le Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme, puis d'aller ensuite au Mémorial de la SHOAH.

Les deux établissements organisent des visites et des ateliers complémentaires (Voir Site académique Dijon, Rubrique *Se former, évènements culturels*, et pistes de recherche à la fin du compte-rendu).

III. VERS LA SOLUTION FINALE

Intervention de Edouard Husson

Volonté de décrire le processus de décision de l'application de la « Solution finale à la question juive en Europe ».

L'historien ne peut se contenter d'un discours dénonciateur ; il doit répondre à la question du comment.

E. Husson nous livre ici son point de vue en essayant de retracer la Genèse de la Solution Finale (*souvent, c'est un point de vue personnel et qui fait débat*).

Le 30 janvier 1939, Hitler fait un discours devant le Reichstag (pour le 6^{ème} anniversaire). Il évoque de nombreuses choses, et surtout ses intentions concernant les Juifs d'Europe. Il évoque pour la première fois de façon explicite son projet d'éliminer physiquement les Juifs d'Europe en cas de guerre mondiale ; il dit que si une guerre éclate, les Juifs (« la juiverie internationale ») en seraient forcément la cause et donc la première cible des nazis.

Cet avertissement n'a pas vraiment été pris au sérieux par la collectivité internationale (on peut constater le même processus avec les menaces d'Al-Qaïda) ; il est perçu comme de la folie.

Mais peut-on simplement parler de folie quand celui qui fait ces menaces dispose de la meilleure armée européenne ? Ce n'est pas un fou inoffensif.

L'intérêt est de voir l'évolution entre le 30 janvier 1939 et le 12 décembre 1941 (annonce du début de la solution finale).

Hitler croit et diffuse une idéologie ; il est convaincu de l'authenticité des *Protocoles des sages de Sion* et du complot juif international. Pour lui, Wall Street et la City sont les deux bras de cette « juiverie » qui manipulent les forces de gauche, et surtout communistes : le judéo-bolchévisme est « un poison ensilé par la juiverie financière ».

Hitler est convaincu que tuer les Juifs apportera la victoire et la domination.

Mais il n'a pas immédiatement la volonté d'une extermination ; les choses sont plus complexes.

Dans *Mein Kampf*, il envisage l'expulsion des Juifs de l'espace vital allemand.

Cette idée perdure jusqu'au printemps 1939 ; le 30 janvier 1939, il avoue sa déception face aux pays qui ne veulent pas accepter les Juifs (États-Unis, Australie, Canada, etc.). Son intention est de « saupoudrer » le problème juif un peu partout dans le monde pour qu'il soit résolu dans chaque pays par la prise de pouvoir d'un parti antisémite, qui serait forcément proche du NSDAP.

Pour Hitler, ce refus des puissances est la preuve de leur volonté de détruire l'Allemagne de l'intérieur.

Chesterton : « *le fou est celui qui a tout perdu sauf la raison* » : cela s'applique parfaitement à Hitler car sa folie le conduit à retourner tous les arguments qui lui prouvent qu'il a tort pour renforcer son idée ; on retrouvera cette idée régulièrement dans la suite...

Il envisage alors de prendre les Juifs d'Europe comme des otages (idée valable jusqu'à l'automne 1941) pour faire pression sur les États-Unis et le Royaume-Uni (aux mains de la juiverie internationale).

Ainsi entre le printemps 1939 et l'automne 1941, existe une période intermédiaire pendant laquelle la volonté d'expulser reste présente. Vu la difficulté face au nombre, on commence à persécuter les Juifs mais sans ligne directrice.

Avec l'invasion de la Pologne, ce sont plus de 2 millions de Juifs dont il faut « s'occuper ». Aucune politique antijuive cohérente n'a été préparée. On assiste donc à des improvisations marquées par les rivalités entre les différentes instances du régime, notamment entre le gouverneur général de Pologne, Frank, et les chefs SS (Himmler et Heydrich).

Puisque les Juifs doivent être expulsés des territoires annexés au Reich, il faut les déporter ; mais où ? Heydrich veut faire de la Pologne le territoire de déportation alors que Frank, qui souhaite faire de la Pologne un territoire modèle de la colonisation allemande, ne souhaite pas tous les accueillir.

Jusqu'en juin 1941 et au début de la campagne en URSS, il y a une lutte d'influences permanentes entre « les deux camps ». Hitler ne tranche pas : ainsi, en février 1940, Goering reçoit Frank et Himmler, donne provisoirement raison à Frank mais sans interdire quoique ce soit à Himmler.

Tant qu'il n'a pas de territoire de déportation, Hitler n'a pas de stratégie globale.

Ceci explique la mise en place des ghettos en Pologne et les deux attitudes chez les nazis :

- Sous-alimentation qui entraînera des épidémies dans une population soumise au travail forcé : élimination à petit feu.
Mais des risques pour les populations allemandes.
- Assurer un minimum vital.

Après juin 1940, et la victoire sur la France, se développe l'idée de trouver un territoire outre-mer, vieille idée antisémite qui date des années 1880. Le territoire envisagé est l'île de Madagascar.

C'est un projet sérieux, planifié par Eichmann qui prévoit une déportation sur 4 ans.

C'est déjà un projet génocidaire puisqu'il envisagea la mort par lutte avec les populations locales : on s'habitue de plus en plus à l'idée de la mort des Juifs chez les nazis.

Cette réalisation implique le contrôle des mers : une victoire face à la Grande-Bretagne.

Selon E. Husson (qui fait débat), Hitler n'a jamais voulu mener une guerre totale contre la Grande-Bretagne. Dans *Mein Kampf*, il met en avant l'idée d'une entente : l'Allemagne aurait la domination de l'Europe continentale et laisserait à la Grande Bretagne son empire colonial ; pour lui, c'est la solution face à la montée des États-Unis.

Notion d'équilibre des puissances : seulement les Britanniques veulent avant tout un équilibre des puissances européennes et la majorité se rallie à Churchill dans son idée de détruire la puissance allemande.

Ainsi, pour E. Husson, Hitler ne mène en été 1940 qu'une guerre « limitée », visant à renverser l'opinion britannique qui se rallierait à Lord Halifax, favorable à un accord. C'est pourquoi, malgré les recommandations de son état-major, Hitler se refusera à modifier sa tactique et notamment, refusera la mise en place d'un véritable blocus autour de la Grande Bretagne.

Churchill l'emporte. Hitler est persuadé que c'est parce que les Juifs sont influents à Londres : « Churchill n'est qu'un pantin aux mains de la juiverie internationale »

Hitler est donc de plus en plus déterminé à s'en prendre aux Juifs pour l'emporter.

Dès l'été 1940, Hitler a la volonté de conquérir l'URSS. Il a pourtant toujours reproché à Guillaume II d'avoir mené la guerre sur deux fronts, raison de la défaite de 1918 selon lui. Cette contradiction s'explique par le fait qu'Hitler reste persuadé d'un accord avec les Anglais et que, pour lui, il n'a qu'un seul adversaire, les Juifs ; la victoire sera assurée en détruisant le « bastion de la juiverie » qu'est l'URSS.

Il est également persuadé d'une victoire aisée face à l'URSS puisque l'Armée rouge a été très affaiblie par les Bolcheviks et les purges (éléments que l'on doit également selon lui à la « juiverie internationale »).

Il envisage une guerre qui ne dépassera pas deux ou trois mois, avis partagé par ses généraux, bluffés par la victoire expresse contre la France ; ils sont persuadés que Hitler est le plus grand stratège de tous les temps.

Cf. FIESER, Le mythe de la guerre éclair : la Blitzkrieg est l'idée d'une percée avec des blindés appuyés par l'aviation pour rompre les lignes adverses ; elle comporte de nombreux problèmes stratégiques. La défaite française s'explique surtout par les erreurs de stratégie puisque la stratégie allemande comportait des failles (cf. la tentative de de Gaulle de couper les blindés des fantassins).

Dès les mois de mars - avril 1941, on entre dans une autre phase. Pour Hitler, la victoire sera rapide si les nazis tuent de nombreux Juifs en URSS, d'où la mise en place des *Einsatzgruppen* qui doivent éliminer le plus vite possible les hommes juifs en âge de combattre en suivant la Wehrmacht au plus près.

Pas d'ordre écrit, mais fort probablement un ordre oral ; plusieurs ordres le laissent penser : ainsi, le 6 juin 1941, la possibilité de tuer sans jugement les commissaires de l'Armée rouge ou de les remettre aux *Einsatzgruppen*.

La mise à mort rapide de tous les Juifs en URSS semble alors envisagée.

En juillet 1941, Himmler donne l'ordre à ses unités (*Einsatzgruppen* et *Waffen SS*) d'intensifier la mise à mort des Juifs en tuant aussi les femmes, les enfants et les hommes qui ne sont plus en âge de combattre.

Dès août 1941 : des tueries en masse.

Trois problèmes en URSS, non prévus subsistent:

- L'Armée rouge résiste avec opiniâtreté
- Le régime ne s'effondre pas
- Les populations locales ne participent pas à l'antisémitisme

L'idée se renforce qu'il faut tuer le plus de Juifs possible pour assurer la victoire.

Si ces actions posent problème chez un certain nombre de membres des *Einsatzgruppen* (alcoolisme, dépression, etc.) néanmoins, la majorité des hommes s'en accommode.

Aucun de ces membres ne sera poursuivi pour ne pas avoir obéi à l'ordre d'exécuter. De plus, la plupart étaient des volontaires.

Il n'a jamais été envisagé de tuer tous les Juifs soviétiques de cette manière. On pensait les inclure dans le projet global de solution finale à la question juive en Europe.

La CONFÉRENCE DE WANNSEE : 20-01- 1942

Le procès-verbal daté de fin janvier 1942 a été envoyé en quelques exemplaires (il en a été récupéré un).

On y fait état de 11 millions de Juifs en Europe : il faut les déporter vers l'Est pour les mettre au travail (extermination par le travail) et s'ils résistent, il faut les mettre à mort.

Or, en janvier 1942, 500000 Juifs soviétiques ont déjà été tués et les premiers centres d'extermination commencent déjà à fonctionner en Pologne. Pourquoi ce texte et ce discours - là en janvier 1942 ?

Quelques éléments de réponse :

La conférence de Wannsee est à l'initiative des SS, et notamment de Heydrich, chargé depuis janvier 1939 de se « débarrasser » des Juifs de l'espace allemand. Les SS ont une réelle volonté de contrôler la solution à la question juive.

Heydrich devait notamment planifier la solution finale à la question juive après la victoire face à l'URSS (dès fin 1940). On connaît ce plan grâce à une lettre envoyée à Danneker (représentant d'Himmler en France). Dans cette lettre, on retrouve les mêmes termes que dans le procès-verbal de la conférence de Wannsee.

Il semblerait que la conférence de Wannsee corresponde à un plan élaboré plus tôt (avis de E. Husson). Ainsi, la conférence de janvier 1942 n'aurait pour seul but que de recevoir l'assentiment des grands ministères pour un plan qui existe déjà et donc faire entériner l'idée du génocide juif pendant la guerre (on n'attend pas la victoire face à l'URSS) ; génocide qui se ferait donc proche de l'Allemagne (alors que les Allemands ont déjà eu une réaction mitigée à la Nuit de Cristal).

En janvier 1942, l'idée est que puisque la guerre n'est pas encore gagnée, le génocide est indispensable à la victoire.

Plusieurs idées pourraient s'opposer au génocide :

- Les Juifs pourraient servir dans l'industrie de l'armement
- Les trains sont indispensables au transport des soldats

E.Husson suppose que Hitler a donné son feu vert à la mi-septembre 1941, quand il a rencontré Heydrich et Himmler à quatre reprises en trois jours.

Début octobre, Heydrich convoque des responsables pour mettre en œuvre la solution finale. En octobre 1941, Hitler dit « nous pouvons vivre sans les Juifs ». Le message est décrypté par ses proches.

Les raisons qui amènent Hitler à se rallier à l'idée de Heydrich et de Himmler pour commencer le génocide juif avant la fin de la guerre:

- il est inquiet de l'issue du conflit.
- il a peur d'une action des Juifs au sein du Reich : c'est pour lui la seule raison des difficultés.
-

Les historiens se demandent si cette décision a été prise dans un état d'euphorie ou de dépression. L'addition des deux en serait l'effet selon E. Husson qui pense que « l'antisémitisme est un antidépresseur pour Hitler ». La montée de l'angoisse est calmée par un antisémitisme qui se radicalise entre septembre et novembre 1941.

Il est prêt à tout pour éviter un autre 9 novembre 1918, symbole de la trahison juive dans la première guerre mondiale, symbole du complot juif.

À la mi-novembre, il est clair pour tous les dirigeants nazis que la solution finale implique l'élimination des Juifs avant même la victoire. Le 18 novembre, Rosenberg en informera des journalistes lors d'une conférence secrète.

Des témoignages convergents prouvent qu'une décision a été communiquée aux principaux responsables nazis.

Petit à petit, l'idée d'une mise à mort des Juifs en Pologne s'est imposée, en raison des difficultés en URSS. La Pologne, qui devait être un « relais » avant la déportation en URSS, devient le lieu de l'extermination. L'idée de solution finale change de sens : d'une volonté de génocide lent avec déportation en

URSS, on passe à un génocide rapide en Pologne, sauf pour les Juifs soviétiques qui en 1944 sont encore tués sur place car il n'y a pas d'infrastructures pour déporter (trains notamment) et la situation militaire est trop incertaine.

Le 12 décembre 1941, Hitler communique sa décision de mettre en œuvre l'extermination avant la fin de la guerre. Les Juifs perdent leur valeur d'otages car pour Hitler les menaces contre les Juifs n'empêcheront pas Roosevelt d'entrer en guerre. C'est pourquoi, le 11 décembre 1941, il déclare la guerre aux Etats-Unis.

Selon E. Husson, cette déclaration de guerre justifie l'extermination ; l'entrée en guerre des Etats-Unis, qui pour Hitler est inévitable, explique qu'il ait anticipé en leur déclarant la guerre, « est lié au complot juif ».

Il reste persuadé qu'il l'emportera puisqu'il a la clé : la mise à mort des Juifs d'Europe.

IV. LES JUIFS EN EUROPE A LA VEILLE DE LA SHOAH

Intervention de Philippe Boukhara

Ouvrages :

Elie Barnavi, Histoire universelle des Juifs

Samuel Epstein, Histoire du peuple juif au XX^{ème} siècle

Béatrice Philippe : Être juif dans la société Française

1939 : 17 millions de Juifs dans le monde, soit 1% de la population mondiale.

Aujourd'hui : 13 millions de Juifs dans le monde, soit 0,2% de la population mondiale.

2/3 des Juifs d'Europe ont été « détruits ».

Constituant des groupes ethniques homogènes sur le plan religieux, les juifs ne sont majoritaires nulle part au niveau territorial.

L'étude va surtout porter sur la Pologne (comme exemple de l'Europe centrale) et la France (comme exemple de l'Europe occidentale).

En Pologne :

Les Juifs sont beaucoup plus nombreux en Europe centrale où ils parlent le yiddish, langue issue de l'alphabet hébraïque avec des emprunts aux langues slaves, langue de 90% des Juifs en Europe centrale.

Le monde du *Shtetl* (petit village entièrement juif, isolé) dans une Europe centrale qui a accueilli les Juifs exclus d'Occident, est en déclin en 1939 : les jeunes qui ont fui le *Shtetl* pour les villes car monde pauvre et très orthodoxe.

La Pologne connaît un morcellement ethnique et religieux du à la présence de trois fortes minorités :

- Ukrainiens
- Allemands
- Juifs qui forment une minorité nationale et pas seulement un groupe confessionnel. La différence est que les Juifs sont minoritaires partout (les Allemands, eux, sont majoritaires en Allemagne). Cela amplifie le rôle de bouc émissaire (personne ne réagira).

Deux groupes chez les dirigeants :

- Pilsudski (le père de l'indépendance) veut une politique de main tendue vers les minorités qui en échange doivent se « poloniser ».
- Dmowski souhaite une polonisation forcée pour mettre en place un véritable Etat Nation (pour lui, les Juifs sont des étrangers).

Les idées de Dmowski progressent tandis que les Juifs font l'effort de se poloniser.

En mai 1935, mort de Pilsudski donne lieu à l'instauration du « régime des colonels » qui s'aligne sur les idées de Dmowski.

S'il n'y a pas de lois antisémites « directes » se développent des « habitudes » qui rendent la vie très difficile pour les Juifs polonais (boycott de magasins, accès bloqué à la fonction publique, universités « fermées » par des notes baissées).

Réactions juives :

- Stratégies optimistes : espoir de progrès des mentalités dans une Pologne modernisée (qu'elle soit libérale, socialiste ou communiste) ; c'est par exemple la position du Bund, le grand parti socialiste juif, très actif en Pologne.
- Stratégies pessimistes : chez les sionistes, idée de régression des mentalités d'où aucun espoir d'émancipation « sur place ».
- Stratégies de l'évitement : dans le monde orthodoxe, fermé sur lui-même.

En France :

Deux types de populations juives :

- Des populations juives « autochtones » (alsaciens et lorrains surtout).
- Des populations juives immigrées, de l'Europe centrale et des Balkans (juifs séfarades parlant une langue judéo-espagnole)

La France est un cas spécifique car c'est le pays où les Juifs sont les mieux intégrés avant 1939. En France, entre les années 1840 et les années 1930, « tout est possible aux Juifs ».

L'affaire Dreyfus le confirme par la victoire des dreyfusards, ainsi que les fonctions de Léon Blum.

Les autochtones sont plutôt dans le haut de l'échelle sociale car ils ont réussi (réussite universitaire notamment) alors que les immigrés sont ouvriers du vêtement, étudiants ou artistes.

En 1939, en France, il y a 320 000 Juifs dont la moitié est française. Les étudiants juifs sont nombreux. Les artistes sont attirés par le pôle culturel qu'est Paris, (cf. L'École de Paris : ex Chagall). Tous contribuent au rayonnement de la France qui leur a ouvert ses portes. De nombreux juifs émigrés engagés volontaires (1914-1918) et en 1939. Véritable sentiment de francophilie dans les milieux juifs.

On peut parler « d'une histoire d'amour unilatérale en Allemagne et bilatérale en France » ; si les Juifs allemands aimaient l'Allemagne avec les résultats que l'on connaît, l'amour des Juifs français pour la France leur est rendu par la France. Les Juifs français sont très patriotes.

Les Juifs français, dans le cadre de leur émancipation, avaient renoncé à leur identité nationale ; ils n'avaient donc qu'une identité religieuse.

Si l'antisémitisme existe en France, il est loin du pouvoir ainsi que le prouve le décret Marchandeaup (1939) contre les délits d'injure et de diffamation raciale, le premier à être abrogé par Vichy.

V. LA RESISTANCE JUIVE EN EUROPE ET EN FRANCE

Intervention de Philippe Boukhara

Critique du mythe de la passivité juive (idée que si « tout ça » est arrivé aux Juifs, c'est parce qu'ils ne réagissaient pas). IL y a eu de vraies réactions ; les dirigeants ont été clairvoyants et courageux.

Pendant la guerre, se développe un certain nombre de comportements de résistance.

RÉSISTANCE JUIVE EN FRANCE

Résistance individuelle

1,3 millions de soldats juifs dans les armées alliées (0,5 pour l'URSS, 0,5 pour les États-Unis et 0,3 pour le Royaume-Uni). Les Juifs sont nombreux dans l'armée de la France Libre (tel René CASSIN). Les deux premiers français ralliés à de Gaulle sont deux juifs de la SFIO.

Ils sont aussi nombreux dans la résistance intérieure (surtout avant 1942). Ainsi les Francs Tireurs ont été fondés par JP Lévy. Les groupes Combat et Libération ont des dirigeants juifs (Raymond Aubrac par exemple).

Au sein des partis socialiste et communiste clandestins, les Juifs sont influents.

La survie est une forme de résistance et a souvent été liée à des initiatives personnelles (essentiellement dans l'Ouest où il n'y a pas de ghettos).

Résistance juive : assistance et sauvetage

En France, des œuvres sociales juives existaient déjà avant guerre ; elles vont perdurer jusqu'aux grandes rafles de l'été 42. Et ce notamment dans les camps d'internement dans lesquels les rabbins obtiennent l'autorisation de devenir aumôniers.

L'OSE (Œuvre pour protéger la santé des populations juives) va apporter de l'aide dans les camps (nourriture, médicaments, cours pour enfants...) et pour faire sortir des gens des camps.

Après l'été 1942, quand les populations commencent de s'émouvoir du sort des Juifs, se mettent en place des réseaux de sauvetage.

Durant la « Nuit de Vénissieux » (août 1942) lors des grandes rafles du Sud de la France, les convois sont immobilisés dans la gare de Vénissieux car les rabbins et les associations essaient d'obtenir des « libérations ». Face à l'échec des négociations, kidnapping de plus de 200 enfants qui sont ensuite répartis dans toute la région lyonnaise.

Rôle aussi de l'UGIF (Union générale des Israélites de France), créée par Vichy pour remplacer les associations juives : derrière une façade légale, des activités de sauvetage (jusqu'en 1943-44, où disparaît la façade légale).

Les EIF (Éclaireurs israélites de France) vont organiser des sauvetages d'enfants (notamment pour trouver des familles d'accueil, des faux papiers, etc.).

Idem pour le MJS (Mouvement des jeunesses sionistes).

Ce travail est financé surtout par les Juifs américains : le rôle du *JOINT*, fondé en 1914 (organisation caritative juive américaine voir <http://memorial-wlc.recette.lbn.fr/fr/> encyclopédie de la Shoah). Des versements dans des banques, des emprunts remboursés après-guerre aux Juifs européens.

Résistance militaire juive

Les EIF auront une centaine d'hommes dans le maquis de la Montagne Noire, qui vont libérer la ville de Castres.

Rôle important chez les communistes et surtout au sein des FTP-MOI (main d'œuvre immigrée). Ils sont composés d'étrangers et notamment 4 groupes sont composés de Juifs (ils sont majoritaires mais pas les seuls car volonté du parti communiste de mélanger les nations) :

- Groupe Manoukian à Paris (celui de l'Affiche rouge)
- Groupe la Carmagnole à Lyon
- Un groupe à Grenoble
- Un groupe à Toulouse

Une action de propagande sous toutes ses formes (avec les journaux clandestins notamment).

Également une résistance spirituelle pour garder vivante la religion et la culture juive (cours d'hébreu, d'histoire juive).

RÉSISTANCE JUIVE A L'EST

Le sauvetage est quasi impossible.

Une forme d'assistance jusqu'aux grandes déportations de l'été 1942. À ce moment aussi, aide du *JOINT*.

Des comités se créent dans les ghettos pour organiser l'entraide (les Juifs ne recevaient que 15% des rations indispensables pour vivre).

Quelques actes de sauvetage dans les ghettos.

Lutte armée dans les ghettos et les camps

- Ghetto de Varsovie à partir du 19 avril 1943 (1500 jeunes juifs face à une division allemande)
- Ghetto de Vilnius
- Ghetto de Bialystok
- Mais les populations locales ne sont pas toujours bienveillantes avec les Juifs et beaucoup de gens étaient terrorisés et refusaient ainsi d'aider.

Nombreux sont ceux qui rejoignent les maquis avec toute leur famille (=> des maquis familiaux où chacun apporte ce qu'il peut, y compris les femmes), notamment en Biélorussie.

Aussi des révoltes dans les camps de la mort :

- Treblinka et Sobibor en 1943 : en particulier des *Sonderkommando*

- Birkenau fin 1944 : dynamitage d'une des chambres à gaz

À Varsovie, dans le ghetto : les témoignages retrouvés de la résistance intellectuelle et spirituelle

Un historien polonais, Emanuel Ringelblum fonde l'organisation *Oneg Shabbat*, peu après la fermeture du ghetto par les nazis. Elle regroupe des historiens, écrivains, médecins, économistes, travailleurs scientifiques, travailleurs sociaux. Leur but est de constituer un maximum de documents afin :

- d'organiser un fond documentaire à partir de la presse juive, établir un fonds iconographique, associant affiches, photographies, textes littéraires, œuvres d'art, la réception d'informations provenant de toute la Pologne (et notamment les autres ghettos) ; informations ensuite transmises aux personnalités importantes du ghetto. E. Ringelblum est marqué par le modèle du YIVO (Institut scientifique juif de New York) et envisage de publier un volume collectif sur la survie du Ghetto.

- puis, le déclenchement, en juillet 1942 de l'*Aktion Reinhardt* (nom codé de l'opération visant à détruire le judaïsme polonais), transforme l'entreprise en une volonté de transmettre un témoignage irréfutable avec des documents bruts et des analyses des événements. Une partie des archives est enfouie dans la cave d'un immeuble du ghetto de Varsovie au cours de la grande déportation, la deuxième partie, au printemps 1943, à la veille de l'insurrection.

Environ 6000 documents (deux des trois cachettes ont été retrouvées) ont pu être exhumés. Par leur origine et leur valeur historique, les archives Ringelblum ont été placées par L'Unesco en 1999, au registre de la Mémoire du Monde. Elles sont aujourd'hui déposées à l'institut historique juif de Varsovie. Elles ont donné lieu début 2007 à une exposition au Mémorial de la Shoah.

Les archives clandestines juives en France sont aujourd'hui réunies au CDJC (Centre de documentation juive contemporaine).

Quelques pistes de recherches et d'approfondissement : sitographie, bibliographie

:

- Le Mémorial de la Shoah accueille les classes : il s'implique dans le projet personnel de l'enseignant qu'il encadre en mettant à sa disposition une documentation appropriée, la possibilité d'écouter, de rencontrer des témoins, ou à défaut de visualiser des témoignages, de mener un travail à la médiathèque. En aucun cas, il ne s'agit d'une visite « clé en mains ».
- Des ateliers et des visites complémentaires pour appréhender la culture juive sont mis en place avec le MAJ (Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme) voir thèmes et calendrier sur le site académique. <http://webpublic.ac-dijon.fr> rubrique Se Former, événements culturels.
- Site du Mémorial de la Shoah : www.memorialdelashoah.org : donne accès en ligne à *L'encyclopédie de la Shoah*, aux articles de *La revue de l'Histoire de la Shoah* (rédacteur en Chef G. Bensoussan). Il est possible de s'inscrire à la Lettre du Mémorial pour se tenir au courant des activités, conférences, projections, témoignages.
- Adresses des intervenants : philippe.boukhara@memorialdelashoah.org
georges.bensoussan@memorialdelashoah.org
joel.kotek@chello.be
- Site de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah: <http://www.fondationshoah.info/>
- Le site académique <http://webpublic.ac-dijon.fr/pedago/histgeo/Enseigner/Lycees.htm> : pour la synthèse d'un projet mené sur une année scolaire et du voyage réalisé à Auschwitz par C. Mehdaoui et L. Noël en 2005 avec des élèves du Lycée Anna Judic, Semur - en -Auxois, téléchargeable en format pdf
- Revues : Les chemins de la mémoire (celui de mars 2007 est sur Vichy)
Possibilité de l'obtenir auprès de la DPMA (ministère de la Défense) ou information sur le site www.cheminsdememoire.gouv.fr
- À propos des enfants juifs www.izieu.alma.fr
- CHR D à Lyon

BIBLIOGRAPHIE complémentaire

- G. Bensoussan, *Les archives clandestines du ghetto de Varsovie, E. Ringelblum et le collectif Oyneg Shabbes*, Mémorial de la Shoah, décembre 2006
- Catalogue de l'exposition *Mémoire des camps*, dirigé par Clément Chéroux Édition Marval.
- Didi Huberman, *Des images malgré Tout*, Éditions de Minuit
- Gérard Sylvain, Joël Kotek, *La carte postale antisémite de l'affaire Dreyfus à la Shoah*, Berg International Éditions, Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2005
- Christopher R. Browning, *Des Hommes ordinaires*, Les belles Lettres 2005, Texto, 2007
- Annette Wieviorka, *Auschwitz, 60ans après*, Robert Laffont, 2004
- Annette Wieviorka, *Auschwitz expliqué à ma fille*, Seuil, 1999
- Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Pluriel Histoire, Hachette Littératures, 2002
- Ruth Klüger, *Refus de témoigner*, Viviane Hamy, 2003
- J.-P. Jean, D. Salas, *Barbie, Touvier, Papon, Des procès pour la mémoire*, Autrement, 2002
- Germaine Tillion, *La traversée du mal*, Arléa, 2000
- P. Burrin, *Hitler et les Juifs, genèse d'un génocide*, Points Histoire n° 190, 2003
- Y. Ternon, *Les Arméniens, histoire d'un génocide*, Points Histoire n°228
- David El Kenz, (sous la direction de) *Le massacre, objet d'histoire*, Folio Histoire n° 138